



Parmi les missions
des enseignants
de l'école publique :
former des citoyens.





École COMMENT ON ENDOCTRINE NOS ENFANTS

Décolonialisme, islamo-gauchisme, communautarisme, promotion du transgenrisme : au nom de la « diversité » et de son corollaire pédagogique, l'« inclusion », les idéologies ont pénétré dans le temple scolaire avec la complicité d'une partie du corps enseignant et par le biais des outils pédagogiques. L'écriture « inclusive » tente de s'imposer comme la norme et l'institution est dépassée, malgré la volonté du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, de lutter contre ces dérives.

Par Nadjet Cherigui et Judith Waintraub

Sara * (1) est lycéenne dans un établissement sans histoire de la banlieue parisienne. Son lycée n'est ni huppé ni ghetto. L'équilibre du « vivre-ensemble » y est fragile, mais il tient. Sara est métisse, ses camarades sont d'origines diverses. Ils sont blancs, noirs, maghrébins, asiatiques mais pour elle, comme pour eux, la différence n'a jamais été un sujet de débat ni un problème... Jusqu'à ce fameux cours d'éducation morale et civique intitulé : « Le racisme anti-Blancs existe-t-il ? » Une question qui n'en était pas une, selon la lycéenne, tant l'enseignante a verrouillé les échanges pour imposer sa réponse : « Non, il n'existe pas. » Les élèves ont été invités à se définir comme « racisés » ou « non racisés » et ont découvert les notions de « privilège blanc », de « racisme systémique », etc. Une véritable initiation à la sémantique décoloniale !

« Ce cours a tout changé dans la classe, affirme Sara. Nous nous entendions bien, il y avait de la solidarité, du respect et de la bienveillance entre nous. Mais certains ont commencé à se voir comme des victimes de racisme, à ne parler que de cela. La boucle WhatsApp de la classe est devenue un champ de bataille avec deux camps qui s'affrontaient. Il y avait les Blancs accusés de racisme et les "basanés" de la classe qui parlaient d'esclavage, de colonialisme, d'inégalité. Ce cours n'a pas fait réfléchir. Il a installé un climat de haine et transformé en victimes certains de mes camarades qui allaient très bien jusque-là. » Du haut de ses 15 ans, la jeune fille interroge cette notion de racisme à sens unique mais aussi et surtout la démarche de cette prof : « J'ai été frappée par l'impossibilité de discuter cette théorie. Je ne comprenais pas. Pour moi, le racisme, c'est d'abord de la bêtise. Et la bêtise n'a pas de couleur de peau. Heureusement, j'ai pu en discuter avec mes parents qui m'ont rassurée. Ils m'ont expliqué que ce cours était de l'idéologie déguisée. Ils m'ont parlé des





Assa Traoré, à la tête du comité La vérité pour Adama, a entamé en 2019 une tournée dans les lycées en banlieue sur la thématique des violences policières.



Fatiha Boudjahlat, enseignante dans un collège de Toulouse, est à la pointe du combat contre l'idéologie woke et l'islamisme.

“Après l’assassinat de Samuel Paty, certains enseignants ont essayé de comprendre et de justifier cet acte abominable”

thèses indigénistes et racistes. Dans notre classe, plus rien n’a été comme avant après ça. La prof a changé d’établissement l’année suivante. Elle est partie sans essayer de réparer les dégâts. »

L’anecdote ne surprend pas l’essayiste Fatiha Boudjahlat (2). Professeur d’histoire et géographie dans un collège de Toulouse, elle est en colère : « *C’est terrifiant ce qu’il se passe aujourd’hui, s’exclame-t-elle. L’école est gangrenée par des idéologues. Ils avancent masqués, en utilisant leurs cours et leur autorité de professeurs pour faire de la propagande politique sous couvert de générosité et de respect de la diversité. »* C’est ce qu’elle appelle « *le complexe du missionnaire en Afrique* » : « *Ils veulent “sauver” les gamins en leur révélant leur statut de victimes, en faire de bons indigènes, avec la haine de l’État et de la France. Ce sont des agents du séparatisme. »*

“IDÉOLOGUES DU BIEN”

Ses formules volontairement chocs donnent la mesure de son désarroi. Que dire à cette élève noire qui lui raconte, en larmes, que son professeur d’anglais, après avoir projeté à toute la classe un film sur le Ku Klux

Klan, l’a reprise au cours de la discussion qui a suivi en lui affirmant : « *Tu n’es pas française, tu es afro-américaine ! »* « *Cette ado est originaire de Guyane, soupire Fatiha Boudjahlat, et son enseignante lui refuse le droit de se définir comme française. C’est incompréhensible pour cette jeune fille. »*

Des méthodes que connaît bien ce professeur de lettres qui a choisi d’enseigner dans des établissements difficiles, motivé, dit-il par « *l’envie d’être utile et de tirer vers le haut les élèves issus des quartiers les plus défavorisés* ». Ses nobles convictions s’érodent chaque jour un peu plus au contact de la rugosité du quotidien dans le lycée des Hauts-de-Seine où il exerce. Le communautarisme, la radicalité voire la violence sont des difficultés avec lesquelles il a appris à composer pour continuer à faire son métier, « *pour les élèves qui s’accrochent* ». Son intransigeance, il la réserve à ceux de ses collègues qu’il qualifie « *d’idéologues du bien* », « *en général syndiqués et affiliés à l’extrême gauche* » : « *Ils sont majoritaires en salle de profs et c’est une plaie. Ils contribuent à faire de ce lycée un établissement poubelle. Ce sont des militants indigénistes, woke ou communautaristes. Ils font de l’entrisme pour détruire de l’intérieur le système scolaire. Ça me rend malade, peste-t-il. Après l’assassinat de Samuel Paty, j’ai assisté à un grand moment de folie collective durant lequel ils essayaient de comprendre et de justifier cet acte abominable. J’avais envie de hurler. »* Il nous a demandé de ne pas faire apparaître son nom : « *Mon attachement viscéral aux valeurs républicaines m’oblige à raser les murs à l’école. »*





La FCPE, association majoritaire chez les parents d'élèves qui s'était illustrée en défendant le port du voile par les mères accompagnatrices de sorties scolaires, a choisi depuis longtemps le camp du "progressisme"

Il décrit des collègues « militants », qui considèrent l'enseignement, la rigueur et l'exigence comme autant de formes de violence. « À leurs yeux, un prof qui fait bien son boulot est un salaud, soupire-t-il. Pour ma part, je suis critiqué car je fais de la littérature considérée comme de la "culture blanche". On ne doit surtout pas confronter nos élèves à de grands auteurs car, selon eux, ces sujets ne les intéressent pas. Ils leur proposent de la sous-culture. Ils sont convaincus de faire preuve de bienveillance, mais pour moi, ce n'est que du mépris. Ces jeunes ont aussi le droit d'apprendre, de nourrir leurs esprits et leur curiosité. Ces militants veulent surtout les empêcher de progresser et les laisser dans leur merde. »

Leila *, prof dans un lycée de Seine-Saint-Denis, confirme : « Nos élèves cumulent beaucoup de difficultés et je suis ulcérée de voir comment certains profs, par idéologie, les maintiennent dans un statut de victimes de la société, de la police. Ils entretiennent l'idée que ce pays, qui est le leur, ne les aime pas, et ils alimentent la haine dans le cœur de cette jeunesse. » Assa Traoré est même venue dans son établissement, au titre de son comité La vérité pour Adama. Sujet de l'intervention : les violences policières.

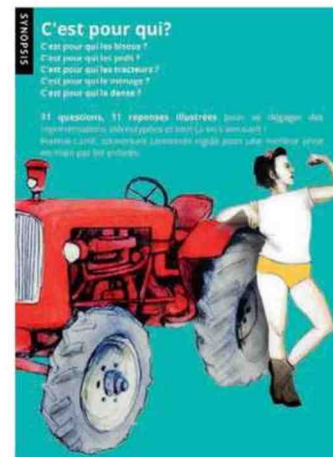
L'islam politique profite de ce terrain pour avancer ses pions. Philippe a démarré sa carrière dans un établissement difficile de la région du Grand Est. Il y a vu progresser le communautarisme religieux. « Avant, seuls un ou deux élèves avaient des difficultés à faire la différence entre science et croyance, se souvient-il. Puis, de plus en plus, des élèves se sont mis à fermer ostensiblement leurs cahiers quand je parlais par exemple de darwinisme. » Lui-même avoue avoir été surpris par le nombre croissant d'élèves demandant à quitter la classe dès la nuit tombée pour pouvoir manger plus tôt en période de ramadan. « J'ai honte de le dire, soupire-t-il, mais au début je trouvais ça amusant. »

Le sujet devient encore plus grave lorsque l'école relaie les injonctions religieuses. En 2019, l'administration

d'un collège public du Val-de-Marne a envoyé un formulaire aux familles pour les inviter à se signaler si leurs enfants faisaient le ramadan. Ils auraient droit à une remise exceptionnelle au titre de « la pratique du jeûne culturel ». Quelques parents s'étant émus de cette forme d'assignation à résidence identitaire, on s'est aperçu que la pratique existait ailleurs. En Essonne, le président du conseil départemental François Durovray l'a purement et simplement interdite, mais ailleurs, elle est toujours en vigueur, plus discrètement.

LES INTÉRÊTS DE L'ENFANT

La même volonté d'endoctrinement est à l'œuvre autour d'un sujet ô combien à la mode, celui du genre et du sexe. Le lycée Fénelon, établissement réputé du 6^e arrondissement parisien, se veut à la pointe du combat contre les discriminations dans ce domaine. En mai dernier, dans le cadre de sa « semaine contre les discriminations », il a accueilli une série de conférences organisées sous l'égide de l'Observatoire académique des LGBT + phobies. Outre l'exposé de Marie de la Chenelière, « consultante en transidentité », sur « Théorie et pratique de la transidentité » (voir *Le Figaro* du 29 octobre), était programmée une session sur le « sexe neutre » au cours de laquelle Marie Mesnil, maîtresse de conférences en droit privé à l'université de Rennes-I, s'est livrée à un long plaidoyer en faveur de la disparition de la mention du sexe à l'état civil.



Associations de parents d'élèves, sites web, publications diverses, l'institution que représente l'école est infiltrée de toutes parts par les militants woke et islamogauchistes.

toire. SOS Homophobie est agréé par l'Éducation nationale, comme le Planning familial, qui fait lui aussi de la « lutte contre les stéréotypes de genre » une priorité. Ou comme Contact, dont le représentant a expliqué lors d'une table ronde organisée par l'académie de Dijon qu'il concevait ses interventions « avec les services de vie





scolaire » qui les « *intègrent dans les emplois du temps des collèges et des lycées* ». Ces services, ce sont essentiellement les conseillers principaux d'éducation (CPE) et les conseils de vie collégienne ou lycéenne, présidés par le chef d'établissement et composés de représentants des élèves, des personnels, enseignants ou non-enseignants, et des parents d'élèves.

Pour cet enseignant à Nanterre, « *par le biais de ces CPE notamment, mais aussi par celui des inspecteurs d'académie, le système encourage la pénétration idéologique* ». « *Les profs qui s'impliquent dans les initiatives des CPE sont les mieux notés et nous, qui voulons juste faire notre boulot sur le terrain, on avance dans le métier avec un sac à dos lesté de pierres !* »

Nous avons interrogé le ministère sur la confusion entre le travail, utile, de certaines associations auprès des jeunes victimes qu'elles aident et l'endoctrinement

auquel elles se livrent avec la bénédiction de la Rue de Grenelle. Directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesc) dans le jargon maison), Édouard Geffray relativise la notion de militantisme : « *Par définition, une association milite pour ce qui est son objet* », observe-t-il. Les associations de niveau national qui souhaitent intervenir en milieu scolaire doivent au préalable faire une demande d'agrément au Dgesc. Le numéro 2 du ministère de l'Éducation vérifie en particulier que la requérante souhaite bien s'inscrire dans le cadre pédagogique défini par l'institution et « *évidemment qu'elle n'est pas susceptible de porter atteinte aux intérêts de l'enfant* ». Et selon lui, « *lutter contre l'homophobie participe à la protection de l'enfance* ». Si l'agrément est accordé, chaque projet d'intervention doit ensuite faire l'objet d'une autorisation spécifique du chef d'établissement concerné. « *Il prend sa décision en accord avec les* —►





La circulaire Blanquer pour “mieux prendre en compte les questions relatives à l’identité de genre” en accédant aux demandes des enfants a semé le trouble, mais elle ne va pas assez loin selon les associations pro-LGBT +

équipes pédagogiques, en fonction notamment du respect de l'équilibre des arguments et de la pondération dans l'expression », explique Édouard Geffray, en insistant sur ce qu'il appelle les « garde-fous » : « On ne dit pas à ces associations “tout ce que vous faites est génial” et l'agrément ne vaut pas un blanc-seing pour toutes les interventions qu'elles souhaitent faire en milieu scolaire. » La Ligue de l'enseignement a un agrément. Confédération de quelque 25 000 associations locales, elle est même la première bénéficiaire des subventions de l'Éducation nationale. Elle s'est pourtant bien éloignée de la conception républicaine de la laïcité qu'elle cultivait lors de sa fondation, en 1866. Elle fait dorénavant encore mieux que les associations spécialisées dans les discriminations sexistes en assurant des séances ponctuelles de « sensibilisation aux LGBT + phobies » dès le primaire, jusqu'au lycée, et mène aussi des projets qui peuvent s'étendre tout au long de l'année avec des groupes d'élèves.

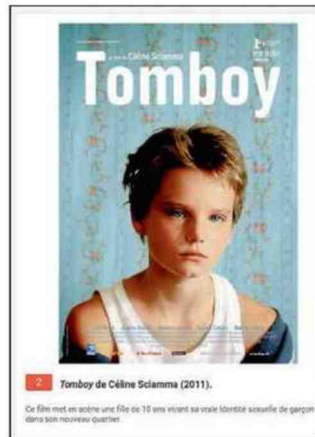
Les associations qui promeuvent la « déconstruction » du sexe et du genre devraient voir leurs ressources et leur influence augmenter considérablement grâce au plan gouvernemental 2020-2023 « pour l'égalité des droits, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+ » préparé par la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah). Dans le titre 5, « Promouvoir une éducation inclusive et faire reculer les préjugés », plusieurs de leurs revendications sont reprises, dont la création d'un site dédié à l'éducation contre les LGTB + phobies, d'un « observatoire de la haine anti-LGTB+ dans chaque académie » et le développement tous azimuts de « formations » des personnels sur ces sujets. Par les associations dédiées, bien sûr. Et les parents, dans tout cela ? La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), de gauche et très largement majoritaire, a choisi son camp depuis longtemps. En 2019, elle a franchi un pas supplémentaire dans l'« intersectionnalité » en menant une campagne

d'affichage montrant une mère de famille voilée avec la légende : « Oui, je vais en sortie scolaire, et alors ? » En ce qui concerne la sexualité et le genre, elle n'est pas en reste. Pour Isabel Amis, présidente de la FCPE en Côte-d'Or, « l'école doit être ce point de solidité qui va permettre aux jeunes de s'émanciper des croyances familiales, (...) des parents qui sont dans le rejet, qui refuse d'accueillir et de prendre leur enfant en compte dans tout ce qu'il est et dans tout ce qu'il veut ». On ne saurait être plus clair.

ARGENT PUBLIC

L'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires a enquêté sur ces phénomènes d'endoctrinement en remontant à la source : il a publié en mai un rapport qui montre comment le discours raciste et indigéniste imprègne la formation des futurs enseignants. Les extraits des thèses soutenues par certains de ces étudiants en pédagogie sont particulièrement édifiants. L'un d'eux, par exemple, s'est intéressé aux « rapports sociaux langagiers de pouvoir dans le domaine de l'éducation de la petite enfance ». Ce qui donne, en écriture inclusive bien sûr : « Les enseignant-e-s ne savent pas comment se comporter avec des enfants qui ne parlent pas la langue cible (le français, NDLR). Les langues “autres” des enfants et de leurs parents sont reléguées au contexte privé et leurs locutrices/locuteurs sont réduit-e-s au silence dans le cadre de l'école maternelle. De cette façon, le capital symbolique des enfants parlant une langue “autre” est exclu de l'institution préscolaire, ce qui contribue à une restriction de leur participation égalitaire aux processus de l'éducation. » Lueur d'espoir, selon l'auteur : « D'autres enseignant-e-s critiquent ces politiques linguistiques de facto et décrivent en revanche comment ils contribuent à aider les enfants à s'exprimer dans leur(s) langue(s) préférée(s). » Autrement dit, l'apprentissage du français ne doit plus être une priorité !

Dans un registre tout aussi accablant, l'Observatoire a repéré une « formation à l'intersectionnalité », destinée à



Le genre est devenu le cheval de bataille des activistes progressistes à l'école.



« Les enseignant-e-s ne savent pas comment se comporter avec des enfants qui ne parlent pas la langue cible (le français, NDLR). Les langues “autres” des enfants et de leurs parents sont reléguées au contexte privé et leurs locutrices/locuteurs sont réduit-e-s au silence dans le cadre de l'école maternelle. De cette façon, le capital symbolique des enfants parlant une langue “autre” est exclu de l'institution préscolaire, ce qui contribue à une restriction de leur participation égalitaire aux processus de l'éducation. » Lueur d'espoir, selon l'auteur : « D'autres enseignant-e-s critiquent ces politiques linguistiques de facto et décrivent en revanche comment ils contribuent à aider les enfants à s'exprimer dans leur(s) langue(s) préférée(s). » Autrement dit, l'apprentissage du français ne doit plus être une priorité !





Sous couvert d'interventions sur des thèmes pédagogiques, certaines associations distillent leur idéologie.

Les théories “intersectionnelles” deviennent dominantes dans le cursus de formation des enseignants à l’université

des enseignants-stagiaires, qui préconise de « prendre en compte » des « facteurs ethniques », « de manière imbriquée avec le genre et la classe sociale », y compris en éducation physique. Exemple : « En natation, je sais que mes élèves d’Afrique noire ont de grosses appréhensions du milieu aquatique, ce qui amène des problèmes pour, par exemple, se maintenir sur le dos en position étoile, donc on les autorise à bouger les jambes. » Ce « facteur ethnique » est « à considérer avec beaucoup de précautions afin de l’éloigner de toute tentation différentialiste », précise le plus sérieusement du monde le pédagogue.

Une fois en poste, les enseignants disposent d’un large éventail de sites d’autoformation en ligne, dont plusieurs sont des guides pratiques d’application de l’idéologie woke. Parmi eux, ce site dédié à la « pédagogie antidiscrimination ». Conçu par l’Institut national supérieur du professorat et de l’éducation (Inspé) de l’académie de Créteil et l’université Paris-Est Créteil, il est financé par de l’argent public, via l’Agence natio-

nale de la recherche (ANR). On y parle « privilège blanc », « blanchité », « islamophobie », « hétéronormativité », « culture du viol » ou, encore, « capacitisme » (discrimination à l’égard des handicapés). On y dénonce même l’« âgisme », défini comme la « domination des adultes sur les enfants par la création d’une distinction juridique arbitraire entre ces deux catégories » ! Le site propose aux enseignants du primaire et du secondaire de s’« autodiagnostiquer » en répondant à un questionnaire : « Est-ce que je contribue à véhiculer ou est-ce que je combats les stéréotypes concernant les familles populaires sur le fait qu’elles sont “démissionnaires” ou qu’elles ne s’occupent pas de la scolarité de leurs enfants ? Est-ce que j’ai conscience que l’évaluation chiffrée produit un stress lié à la menace du stéréotype et n’est pas favorable aux élèves de milieux populaires ? etc. » Xavier-Laurent Salvador, fondateur de l’Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, prévient : « Ces formations sont autant de bombes à retardement qui vont exploser dans une dizaine d’années. » Transmis à la ministre de l’Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. ■

Nadjet Cherigui et Judith Waintraub

- (1) Les noms suivis d’astérisque ont été modifiés.
(2) *Les Nostalgiades*, de Fatiha Agag-Boudjahlat, Éditions du Cerf, 144 p., 16 €.

